

[Text]

Mr. Porter: Okay.

I think you were here earlier. With the establishment of American export subsidies, are you comfortable with the subsidy provision that has taken place in Canada? There was concern by the Ontario producers that while we have established the level of a national subsidy, theirs was considerably less, I think from 31%. . . They say down to 17% in Ontario. I think they recognize that a national subsidy on any agricultural product that would have to be established for use within the Free Trade Agreement is obviously a concern in parts of the country where it is not as high. Is this a concern of yours?

• 1200

Mr. Larsen: It is based on their production, on the volume and the different types of crops that are grown in the different regions. I think this is what you are referring to with regard to the GRIP support program. So it is based on regional or provincial production.

Mr. Porter: It would not be just in GRIP but in establishing that levelling when our subsidy or the American subsidies reached an equivalent level, and it is what we are using to establish our basis, I guess. There seems to be concern in Ontario that their level would not be nearly as high as the total average and yet they are being severely impacted. Obviously, we have to use national standards and national subsidies when we are using that equivalent in dealing with another country.

Mr. Larsen: Yes, and we identified a concern in our presentation with regard to the methodology that was used in making that calculation of subsidies on each side of the border, and the anomaly of the drought and the low production, because the methodology is based on volume. The low production identified for western Canadians, particularly through the drought of 1988, a loss of income that, because of the programs we have in Canada, triggered a larger than normal support program to the agricultural community. You take that subsidy that was received by western producers, particularly, to offset their loss of income through lower production and it is the methodology that was wrong in distorting the levels of subsidy on each side of the program, because it is based on a unit of production. I recognize what the previous presentations were saying as well, because they have not seen the volatility in their production and support programs that we experience from time to time in western Canada.

Mr. Porter: Do you have concerns about the new safety net programs, the view of both levels of governments' participation in that subsidy level having an impact as well? Certainly, for the first number years, a significant portion of that is going to be—

[Translation]

M. Porter: D'accord.

Je pense que vous étiez ici tout à l'heure. Au sujet de la création de subventions à l'exportation par les Américains, êtes-vous d'accord sur les subventions qui ont été accordées au Canada? Les producteurs ontariens ont dit craindre que, bien que nous ayons établi le niveau des subventions nationales, ce niveau était considérablement plus bas pour leur province, puisqu'il est de 31 p. 100 pour l'ensemble du pays, si je ne me trompe, et de 17 p. 100 seulement en Ontario. Je pense que ces gens reconnaissent qu'une subvention nationale établie pour un produit agricole quelconque dans le cadre de l'Accord de libre-échange créerait de toute évidence des problèmes dans les régions du pays où ce pourcentage n'est pas aussi élevé. Est-ce que cela vous inquiète?

M. Larsen: Tout dépend de leur production, ainsi que du volume et de la variété des récoltes des différentes régions. Je pense que c'est de cela que vous voulez parler au sujet du programme RARB. Tout est donc fonction de la production régionale ou provinciale.

M. Porter: Il ne s'agit pas seulement du RARB, mais de l'uniformisation des subventions canadiennes et des subventions américaines, quand elles ont atteint un niveau équivalent; il semble que c'est sur cela que nous nous sommes fondés pour établir nos programmes. Les producteurs ont tendance à croire que le niveau de subvention dont ils pourront disposer ne serait pas tout à fait aussi élevé que la moyenne globale, et pourtant, ils ont eux aussi des problèmes sérieux. De toute évidence, nous devons appliquer des normes nationales et des subventions nationales quand nous nous servons de cet équivalent pour nos tractations avec un autre pays.

M. Larsen: Oui, nous avons d'ailleurs parlé dans notre mémoire du problème que pose selon nous la méthodologie utilisée pour calculer ces subventions de chaque côté de la frontière, ainsi que des anomalies causées par la sécheresse et la faible production, parce que cette méthodologie est fondée sur le volume. Cette faible production a entraîné pour les producteurs de l'Ouest canadien, surtout pendant la sécheresse de 1988, une perte de revenu qui a obligé le gouvernement à soutenir plus que d'habitude les agriculteurs, à cause de la nature des programmes que nous avons ici au Canada. Prenez par exemple les subventions qui ont été versées aux producteurs de l'Ouest pour compenser les pertes de revenu attribuables à la baisse de production; c'est la méthodologie utilisée qui a causé une distorsion dans les niveaux de subvention des deux côtés, parce que ces subventions sont fondées sur une unité de production. Je comprends le point de vue des témoins précédents, parce que leur production et les programmes de soutien dont ils bénéficient ne sont pas aussi fluctuants que ce que nous connaissons à l'occasion dans l'Ouest canadien.

M. Porter: Que pensez-vous des nouveaux programmes de soutien du revenu et du fait que la participation des deux niveaux de gouvernement à ce genre de subvention peut également avoir des répercussions? Il est certain que, pour les premières années, une part importante va . . .